



Économie sociale :

entreprendre avec et pour les autres



Retrouvez le Cultivons le futur !

sur notre site www.ong-adg.be

DOSSIER

« Re-donner un sens à l'économie » p. 4-12

FOCUS SUD

« Sénégal : l'économie sociale et solidaire au bénéfice des populations rurales » p. 13-14

« Cambodge : l'influence des coopératives dans la fixation des prix » p. 15-16

FOCUS NORD

« Monnaies locales : retour vers une économie de proximité » p. 17-18

« Campus Plein Sud : l'économie sociale, sans le savoir, tu en fais déjà ! » p. 19-20

ENTRETIEN AVEC

Frédéric Thomas du CETRI (Centre Tricontinental) p. 21-22

À L'AGENDA

p. 23

Cultivons le futur !

Le journal d'éducation au développement d'ADG

Editeur responsable : Anne Vanesse

Aide au Développement Gembloux asbl - Passage des Déportés, 2 5030 Gembloux

T : +32 81 62 25 75 - F : +32 81 60 00 22

info@ong-adg.be - www.ong-adg.be

Textes et photos, sauf mention contraire : ADG

Cette publication peut être reproduite et diffusée gratuitement sauf à des fins commerciales



Avec le soutien de

LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be

FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



Ce périodique a été imprimé sur papier recyclé FSC avec des encres végétales.

Si vous désirez recevoir le Cultivons le futur ! en version électronique,
merci d'envoyer un e-mail à info@ong-adg.be



Laurent Laval,

*Administrateur d'ADG,
Directeur exécutif de la société coopérative SOFINE qui agit pour accompagner des personnes exclues des circuits bancaires et financiers classiques en offrant des services de microfinance et non financiers.*

Économie sociale et solidaire : se développer sans perdre son âme

L'économie sociale et solidaire (ESS) favorise l'émergence d'économies locales résilientes et créatrices d'emplois au Nord comme au Sud. Elle est au cœur des évolutions actuelles et s'exprime par une demande citoyenne désireuse d'un système de relations économiques plus éthiques au niveau local et global. Sous de multiples formes et expériences innovantes, la société civile cultive le champ foisonnant des alternatives solidaires face au modèle dominant de l'économie libérale.

ADG, par son action sur le terrain avec ses partenaires en Afrique, en Asie, en Amérique latine, en faveur des agricultures paysannes et en Belgique par son action d'éducation au développement, n'est pas en reste pour promouvoir les valeurs humaines de l'ESS. Les coopératives à finalité sociale, les mutuelles de solidarité, les associations et bien d'autres acteurs de l'ESS, partout dans le monde, militent et s'engagent pour pouvoir répondre aux grands enjeux économiques, sociaux et environnementaux du XXI^e siècle.

Ce numéro de « Cultivons le futur ! », consacré à l'ESS, nous éclaire d'abord sur une définition de l'ESS. Quels sont ses principes ? Quels sont ses caractères distinctifs ? Quelles sont ses formes

et ses finalités ? La structuration et l'expansion de ce secteur sont fortement marquées à l'heure actuelle par le désir de retrouver du sens à l'échelle du local. Les expériences de monnaies alternatives audacieuses et créatives en témoignent.

A un niveau plus global, l'ESS se préoccupe aussi de rééquilibrer des relations Nord-Sud marquées par des rapports de force trop inégaux. Sur ce point, l'éducation au développement, avec la prochaine campagne « Campus Plein Sud » en mars 2016, sur la thématique de l'ESS montre que coopération au développement et ESS marchent dans les mêmes sillons : ceux de la solidarité.

Pour finir et peut-être écarter toutes idées reçues, l'Asie comme l'Afrique, à l'instar de l'Europe et de l'Amérique latine sont également des territoires où l'ESS est bien implantée. Le projet OSIRIS au Sénégal et celui de coopérative dans la filière du riz au Cambodge menés par ADG illustrent admirablement bien les dynamiques d'intelligence collective à l'œuvre.

L'objectif ici est de renforcer les liens de solidarité pour réduire la vulnérabilité des populations, augmenter le capital social des ménages et tous les moyens d'existences durables permettant de mieux résister aux chocs externes.



Re-donner un sens à l'économie

Dans un monde où le secteur privé est de plus en plus motivé par la seule recherche de profit et où le secteur public n'est plus en mesure de répondre aux besoins de tou-te-s, l'urgence d'agir se fait sentir ! C'est pourquoi, des coopératives, des mutuelles, des entreprises à finalité sociale et des associations veulent révolutionner l'économie pour lui rendre ses lettres de noblesses.

Bien que le secteur de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) soit en plein développement au Nord comme au Sud, la notion même d'ESS reste floue. Alors qu'est-ce qui se cache derrière ces termes ? C'est ce que nous allons découvrir dans

Si l'expression ESS est nouvelle, sa dynamique remonte à la fin du XIX^{ème} siècle, portée par les mouvements ouvriers et les syndicats. Magasins coopératifs, mutuelles, assurances sont autant d'initiatives mises en œuvre pour répondre aux préoccupations des ouvriers. Au gré des crises économiques, sociales ou environnementales qui ont jalonné l'histoire, d'autres projets - de recyclage et de réemploi, de commerce équitable, d'énergies renouvelables, d'alimentation durable...- se sont ajoutés à ces initiatives pionnières.

L'ESS n'est donc propre à aucune branche d'activité particulière. Jacques Defourmy, directeur du Centre d'Économie Sociale de l'Université de Liège,



Groupement d'achat commun (GAC) à Saint Gilles

précise que « toute activité productrice de biens ou de services peut a priori être organisée dans le cadre de l'économie sociale ».

Cela signifie que nous pouvons retrouver l'ESS aussi bien dans des activités marchandes telles que l'agriculture, l'artisanat, l'industrie ou la distribution que dans des activités non marchandes comme la culture, la santé, l'éducation, les loisirs ou la coopération au développement.

Dans chacun de ces domaines, l'ESS tente de concilier activité économique et utilité sociale. Il s'agit donc de créer une alternative au modèle économique actuel, celui-ci étant centré avant tout sur l'accumulation des richesses et oubliant trop souvent l'importance des liens sociaux, du bien commun et du partage.

L'ESS... UNE QUESTION DE PRINCIPES !

Face à la diversité d'initiatives d'ESS, l'État belge l'a défini de manière plus précise : l'économie sociale se compose d'activités économiques, productrices de biens ou de services, exercées par des sociétés, principalement coopératives et/ou à finalité sociale, des associations, des mutuelles ou des fondations, dont l'éthique se traduit par l'ensemble des principes suivants¹ :

- **Finalité de service à la collectivité ou aux membres, plutôt que finalité de profit :**

Plutôt que du profit, les organisations cherchent une finalité sociale à leurs activités. Le profit, s'il n'est pas du tout proscrit, ne doit pas représenter une fin en soi mais seulement un moyen mis au service d'un objectif d'intérêt général ou de l'intérêt mutuel. Ainsi les revenus générés par les activités sont réinvestis dans le capital de l'organisation et ne sont pas redistribués aux actionnaires. Ce principe empêche l'accumulation individuelle du profit.

- **Autonomie de gestion :**

Ce principe souligne l'indépendance des organisations d'économie sociale par rapport aux

entreprises du secteur public, qui sont détenues par l'État, et aux entreprises du secteur privé, dont les orientations sont décidées par un groupe d'actionnaires. A contrario, la gestion des entreprises de l'ESS se fait par les travailleurs eux-mêmes.

- **Processus de décision démocratique :**

Ce principe fait référence à la règle « une personne - une voix ». Chaque membre de l'organisation compte pour une voix, quel que soit son apport en capital ou son implication en temps. Chacun apporte sa contribution dans les choix de l'entreprise !

- **Primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus :**

On désigne par ce principe, des pratiques très variées : « rémunération limitée du capital, répartition des excédents sous forme de ristournes, amélioration des rémunérations et des conditions de travail, affectation à d'autres projets à finalité sociale ».



Coopérative de production de riz à Tipath au Cambodge

1. Economie sociale, Gouvernement wallon, 2015

LES DIFFÉRENTS VISAGES DE L'ESS

Le paysage de l'ESS est composé de diverses structures qui peuvent être regroupées en 4 catégories selon leur statut juridique : les coopératives ou les entreprises à finalité sociale, les associations, les mutuelles et les fondations.

Ces structures repensent notre économie et proposent une autre manière de vivre et de travailler. De nombreux domaines d'activité sont concernés et ce modèle prend de plus en plus d'ampleur ! Au niveau européen, le secteur a créé plus de 11 millions d'emplois. Pourtant, afin de répondre aux exigences du contexte économique actuel, mondialisé et hautement compétitif, certaines coopératives et mutuelles ont été contraintes d'adopter des comportements éloignés de la philosophie première de l'ESS.

Prenons l'exemple des coopératives agricoles. Les groupes tels que Friesland Campina (Pays-Bas) pour le secteur du lait ou Vion (Pays-Bas) pour celui de la viande présentent des chiffres d'affaires supérieurs à 5 milliards d'euros. En 2015, InVivo, première coopérative française, a enregistré un chiffre d'affaire de 5,7 millions d'euros et emploie 8 000 personnes dans 28 pays. En France, cette même année, l'ensemble des acquisitions de sociétés par les coopératives a doublé par rapport à l'année précédente. Dès lors, ces grandes coopératives sont en compétition avec les multinationales et font des compromis en s'éloignant du modèle original afin de rester dans la course.

ASSOCIATIONS

ex : Les petits riens,
Ferme Nos Pillifs

ONG

ex : Frère des hommes,
Oxfam-Magasins du monde

FONDACTIONS

ex : Fondation pour les
Généérations Futures,
SmartBE

COOP

(agré
ex : NewB, L
Ethiqua

SOCIÉTÉS À F

Récol'Terre

INITIATIVES CITOYENNES

Initiatives de transition
Circuits courts, GAC, etc.
Monnaies locales
Système d'échange local
Repair café et donneries
(Biens) communs
Logiciel libre, peer to peer, etc.
Habitat collectif



ÉCONOMIE
SOLIDAIRE



ÉCONOMIE
ENTREPRISES

L'ESS NE PERD PAS LE NORD

Mais concrètement, que représente l'ESS au Nord? Comme il n'existe pas une définition de l'ESS acceptée au niveau mondial, il est difficile de la décrire de manière détaillée dans l'ensemble des pays développés. Prenons donc deux exemples, particulièrement représentatifs du dynamisme du secteur.

Chez nos voisins français, le secteur de l'ESS représente une valeur ajoutée brute de 100 milliards d'euros soit une contribution à hauteur de 6 % du PIB ! L'ESS y emploie plus de 2,35 millions de salariés, soit environ 1 emploi sur 10.²

2. Économie sociale et solidaire : de quoi parle-t-on?, Ministère français de l'économie, de l'industrie et du numérique, Portail de l'économie et des finances, 2012.

Chiffres belges

En Belgique, en 2013, l'économie sociale ne représentait pas moins de 1.525 entreprises employeuses en Région de Bruxelles-Capitale et en Wallonie dont 364 coopératives. Les organisations de l'ESS représentent environ 56.777 emplois rien que dans notre plat pays. À elles seules, les coopératives génèrent donc 1/3 des emplois de l'économie sociale.

Source : SAW-B





Production artisanale de paniers pour l'élevage de vers à soie au Cambodge

L'ESS : CAP AU SUD

Le contexte économique et socio-culturel diffère en fonction du niveau de développement économique et il reste difficile de transposer de manière rigide le concept d'ESS dans les pays du Sud. Des pratiques d'entraide et de solidarité ont cependant toujours existé : tontines³, twizas⁴, escouades⁵ en sont de bons exemples. Pour Frédéric Thomas, chercheur au CETRI, l'approche de l'ESS permet de saisir « *des réalités de plus en plus importantes dans les pays en développement, qui peuvent de fait être considérées comme faisant partie de l'économie sociale, même si elles ne s'en réclament pas et si leurs acteurs n'en ont pas toujours conscience* ».

3. Les tontines sont des associations de personnes qui mettent en commun leurs épargnes en vue de résoudre des problèmes particuliers ou collectifs. Elles sont particulièrement présentes en Afrique sub-saharienne et en Asie.

À côté de ces pratiques traditionnelles de solidarité, les pays du Sud ne manquent pas d'innover.

Tout comme dans les pays industrialisés, c'est face à la libéralisation des marchés et aux désengagements des États que des individus, groupes ou communautés se lancent dans des initiatives d'économie sociale et solidaire : finance solidaire, coopératives de production agricole, mutuelles de santé, commerce équitable...

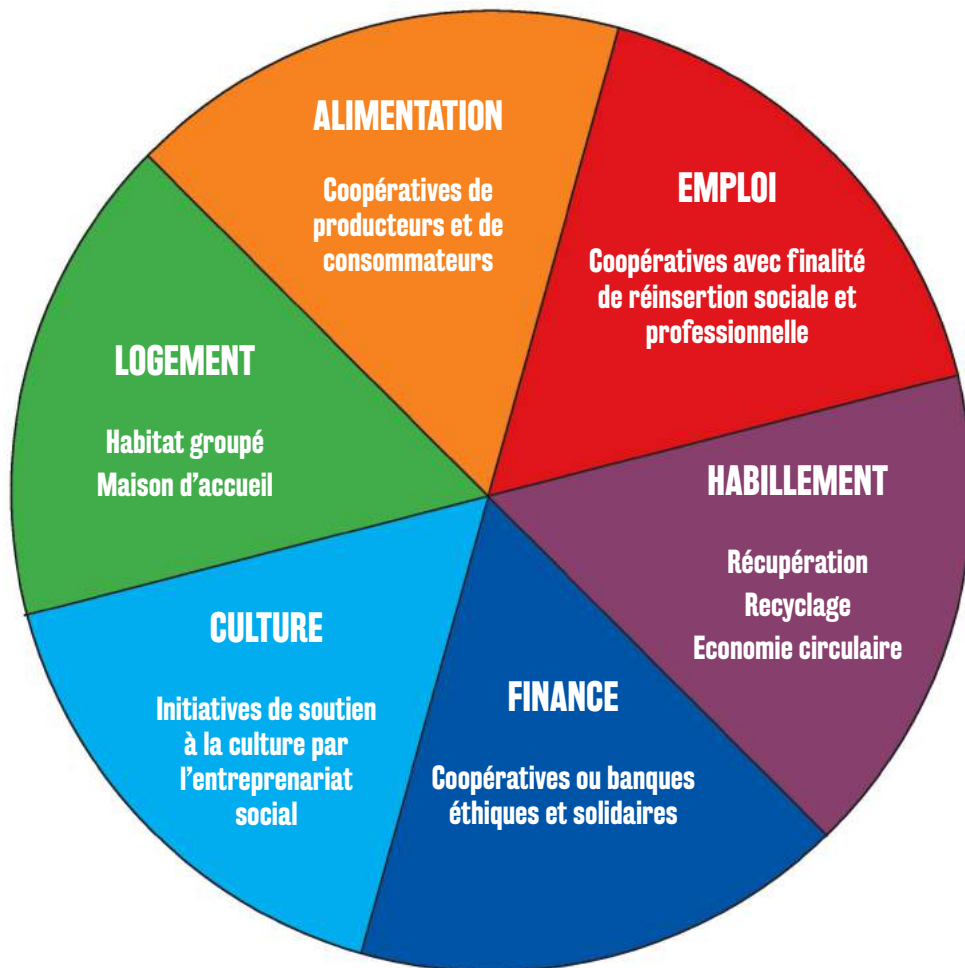
Ces initiatives prises le plus souvent à une échelle locale permettent notamment d'intégrer certaines des couches les plus fragilisées de la population.

4. Les twizas sont des structures collectives qui se créent par nécessité et disparaissent une fois le problème résolu. Ces pratiques ont cours au Maghreb.

5. En Haïti, les escouades sont formées d'une dizaine de cultivateurs qui s'engagent à travailler gratuitement sur les terres de chacun des membres de l'association à tour de rôle.

FOCUS SUR LES INITIATIVES EXISTANTES EN BELGIQUE

L'ESS a donc de nombreux visages. Et ici en Belgique ? Voici quelques exemples répartis par secteur d'activité.



SECTEUR ALIMENTAIRE

AgricoVert est une coopérative de producteurs bio et de consom'acteurs dont le siège, le centre de dépôts et le magasin se trouvent à Gembloux. Acteur de l'ESS aux multiples facettes (insertion sociale, circuits-courts,...).

 www.agricoverte.be

Le RCR – Réseau de consommateurs responsables aide les citoyens à trouver près de chez eux les initiatives de consommation responsable grâce à une carte interactive qui recense des Groupes d'achat en commun et d'autres initiatives. L'occasion de favoriser les circuits courts et de tisser des liens avec les voisins. De l'ESS en plein !

 www.asblrcr.be

Le réseau des **GASAP** – Groupe d'achat solidaire à l'agriculture paysanne suit la même logique que les Groupes d'Achat Commun (GAC) . À la différence près que le consommateur se lie au producteur par un contrat avant le début de la saison, assurant au producteur un revenu stable qui lui permettra de rester actif au sein de la sphère économique.

 www.gasap.be

Le café **CHORTI** : coopérative belge rassemblant les producteurs, transformateurs, distributeurs et consommateurs de café en Belgique et au Guatemala. Elle prône une activité économique respectueuse des personnes et de l'environnement. Circuits courts et commerce équitable sont au cœur de ses actions.

 www.chorti.be

SECTEUR DU LOGEMENT

Les initiatives y sont nombreuses dont certaines suscitent actuellement un réel engouement. Il s'agit de l'habitat groupé ou solidaire, appelé « cohousing » ou cohabitat dans les pays du nord de l'Europe.

Il y a également l'initiative de l'association **Les Petits Riens** et de leur projet « un toit à soi » : ce projet permet aux sans-abris de séjourner temporairement dans une maison d'accueil. Celui ou celle qui y est hébergé-e est amené à mettre en place un projet, à se donner les moyens de le concrétiser et, surtout, de s'y maintenir.

 www.petitsriens.be/un-toit-a-soi/

SECTEUR DE L'EMPLOI

Du côté de Gembloux, **Cyréo** est une société coopérative à finalité sociale visant à mettre en place une activité économique pour les personnes précarisées en donnant une seconde vie aux biens



Réseau des GASAP - Groupes d'Achat Solidaire de l'Agriculture Paysanne



Cyréo - Collecte et réparation de petit électro usagé

usagés divers. Cyréo favorise l'insertion sociale et professionnelle et la formation de travailleurs non qualifiés et contribue à l'économie circulaire et au développement durable.

 www.cyreo.be

SECTEUR CULTUREL

PLS – Pour la Solidarité est un laboratoire d'idées axé sur l'économie sociale et solidaire en partenariat avec d'autres coopératives.

Autre initiative dans ce secteur : Coopcity, un futur centre entrepreneurial social et coopératif créé par



Magasin de seconde main «Les Petits riens»



SAW-B (Solidarité des alternatives wallonnes et bruxelloises). Le but ? Soutenir les initiatives entrepreneuriales qui visent à répondre aux besoins de projets collectifs émergents.

 www.pourlasolidarite.eu
www.saw-b.be

SECTEUR DE LA FINANCE

À Louvain-la-Neuve, la coopérative **Crédal** est une banque à finalité sociale fonctionnant sur le principe 1 personne - 1 voix. Cette banque accorde des microcrédits à des porteurs de projet dans le but de créer ou de développer leur entreprise à

finalité sociale, génératrice d'emplois et de bien commun.

La banque **Triodos** contribue au développement du secteur culturel et artistique par le financement de projets favorisant l'entreprenariat social.

 www.triodos.be
www.credal.be

SECTEUR DE L'HABILLEMENT

Belchanvre est une coopérative composée majoritairement d'agriculteurs pionniers dans la culture du chanvre industriel en Wallonie. Elle développe ses activités dans une approche filière, depuis la culture du chanvre jusqu'à la commercialisation de produits transformés, en particulier des fibres.

 www.belchanvre.be

Les Petits Riens, Oxfam et les Ressourceries offrent une nouvelle vie à de vieux ou moins vieux vêtements pour le plus grand plaisir des amateurs-trices de seconde main et de « vintage » au bénéfice d'une économie circulaire.

Que retenir de ce dossier ?

Au Nord comme au Sud, l'Économie Sociale et Solidaire, c'est réinventer l'économie en plaçant l'humain au centre du débat, peu importe son statut socioéconomique : la solidarité et l'entraide avant le profit, la démocratie participative au sein de l'entreprise, le travail avant le capital. L'ESS, c'est entreprendre et créer des alternatives au système actuel pour transformer le monde. À une époque où l'économie est de plus en plus financiarisée, où les mots « récessions », « crises » et « chômage » rythment les articles des quotidiens nationaux, l'ESS prend tout son sens...

Sénégal

L'économie sociale et solidaire au bénéfice des populations rurales

Comme nous l'avons vu dans le dossier, l'économie sociale et solidaire associe au développement économique une finalité sociale et sociétale. Dans les pays du Sud, l'économie sociale et solidaire est devenue une réalité du développement.

Depuis plusieurs années, le Réseau des Organisations paysannes et pastorales du Sénégal (RESOPP) offre à ses membres une panoplie de services tels que l'accès aux semences, aux engrais, aux formations, aux crédits et à l'épargne pour renforcer la dimension sociale et solidaire. Aujourd'hui, grâce à l'arrivée du projet « OSIRIS » (Offre de Services Intégrés en milieu Rural pour l'Inclusion Sociale) soutenu par ADG, le RESOPP est en passe de devenir un outil de lutte contre l'exclusion économique et sociale avec la création de services complémentaires d'assurance agricole et de couverture santé mutualiste.

QUE PROPOSE OSIRIS ?

La protection sociale et économique des populations rurales vulnérables sera en effet améliorée avec le projet OSIRIS lancé en 2015. Ce projet de quatre ans va déployer une offre de services coopératifs et mutualistes dans huit régions du pays (Saint-Louis, Louga, Thiès, Fatick, Kaolack, Kaffrine, Tambacounda et Sédhiou) et toucher directement 600.000 personnes vulnérables.

En intervenant dans ces régions, le projet recoupe une des préoccupations majeures de son gouvernement, à savoir le Programme national des bourses de sécurité familiale. OSIRIS pose un diagnostic de vulnérabilité des agriculteurs face aux aléas de la pluviométrie et du marché et face aux problèmes de santé.

Au-delà du renforcement des services financiers, le projet va promouvoir l'inclusion sociale des populations rurales vulnérables à travers l'assurance agricole et l'assurance santé. Il va permettre dans les quatre prochaines années à 12.500 producteurs de souscrire à une assurance agricole au niveau de la Compagnie nationale d'assurance agricole du Sénégal (CNAAS) par l'intermédiaire du RESOPP et à 200.000 personnes d'être couvertes par une assurance santé à travers les mutuelles de santé à créer ou à consolider par l'appui du GRAIM.





LA PAROLE AUX BÉNÉFICIAIRES

Abdou Konaté cultive et commercialise le bissap (*Hibiscus sabdariffa*) dans la région de Mbour. Grâce à ses revenus, il a pu se tourner vers l'élevage de moutons, dindes, poules et se construire un poulailler. Nous l'avons rencontré pour lui présenter le nouveau projet OSIRIS ainsi que les services dont il pourra bénéficier.

Comment évaluez-vous notre projet ?

Avant la venue de la coopérative, j'avais une petite situation qui n'a cessé d'évoluer au fur et à mesure. Depuis que le projet a démarré, je me porte volontaire et suis prêt à adhérer aux différents services du projet OSIRIS. Aujourd'hui, nous avons une amélioration des conditions de vie grâce à la venue de la coopérative. Avant, les agriculteurs devaient partir en ville pour chercher des services mais maintenant, grâce à la proximité de la coopérative, tout est devenu plus facile. Nous avons un accès aux engrais et aux crédits. Avant je cultivais 5 hectares de bissap mais aujourd'hui, je dépasse les 10 hectares.

Que pensez-vous des services proposés ?

J'avoue que je suis un peu méfiant par rapport à la mutuelle de santé parce que les mutuelles actuelles ne fonctionnent pas bien. J'ai adhéré à une mutuelle qui demandait 100 fcfa/mois (0,15 €) mais lorsque je suis tombé malade, je suis parti avec mon carnet et rien ne m'a été remboursé. Avec celle qui nous est proposée par le projet OSIRIS, je suis plus confiant de la réussite car jusqu'à présent, le RESOPP m'a permis d'agrandir mon exploitation et d'augmenter mes revenus. Par rapport aux assurances proposées, je suis partant, j'espère que ce sera une bonne chose pour nous les agriculteurs.

Cambodge

L'influence des coopératives dans la fixation des prix



Après avoir essuyé 20 ans de guerre civile et de communisme, le Cambodge s'est finalement mais brutalement libéralisé. L'économie est actuellement principalement spéculative, ce qui contribue à une méconnaissance de la valeur du travail et de l'argent.

La famille paysanne cambodgienne est caractérisée par une agriculture de subsistance morcelée, tournée principalement vers l'autoconsommation, chaque agriculteur-trice œuvrant avec sa famille dans son champ, sans support de l'État et sous l'œil concupiscent des commerçants locaux qui profitent de cet isolement. Seule, la famille paysanne cambodgienne n'a pas de pouvoir de négociation pour obtenir de meilleurs prix, et très souvent, au moment de la récolte, les excédents sont bradés à vils prix pour un besoin de liquidité afin de rembourser les dettes de campagne et pourvoir aux obligations familiales.

LES PISTES DE SOLUTIONS

Dans ce contexte difficile, des familles ont réalisé que le regroupement au sein d'une organisation collective forte pouvait leur donner le pouvoir de négocier et leur prendre une place sur le marché.

ADG soutient les initiatives de familles paysannes dans ce sens. Ces interventions d'organisation collective de la petite agriculture paysanne se concrétisent à plusieurs niveaux :

- Développer et renforcer les outils et les services des organisations paysannes (OP)

répondant aux besoins des membres et des marchés, pour la promotion de leurs produits et services, et s'ajuster au contexte et à l'évolution des marchés.

- Appuyer les membres des bureaux exécutifs des OP dans leurs fonctions de gestion administrative et financière afin d'assurer une transparence indispensable à la création de confiance et de solidarité.

- Appuyer les membres des bureaux exécutifs des OP dans leurs fonctions de mise



en marché collectif afin qu'ils s'assurent des engagements et de la qualité des produits et obtiennent les meilleurs prix.

- Investir dans les équipements et infrastructures des OP pour améliorer leurs fonctions de calibrage, nettoyage, transformation ou stockage.

LE CAS DE LA COOPÉRATIVE AGRICOLE PÉRIURBAINE (PUAC) :

Le PUAC a été créé en 2009 par une centaine de familles paysannes de la province de Kampong Speu à l'Ouest de Phnom Penh. Aujourd'hui, cette organisation a acquis la maturité permettant à ses membres de tirer un revenu plus juste du marché domestique, tout en offrant aux consommateurs des légumes de grande qualité, disponibles et reflétant le prix du marché.



Le PUAC offre plusieurs services à ses membres en commençant par la communication de la demande lors d'une séance mensuelle consultative des paysan(ne)s-relais. Chaque paysan(ne)-relais repart avec un engagement sur une part du marché, des semences et autres intrants nécessaires à son groupe de producteurs-trices. Cet engagement entre la coopérative et le-la paysan(ne)-relais définit la variété et la qualité à produire, le volume et le prix offert par le PUAC . Les paiements aux familles productrices sont effectués tous les 15 jours après la livraison des légumes, les coûts des intrants étant alors déduits du montant payé par le PUAC. En plus d'acheter les légumes à un prix juste, la famille productrice a la possibilité de fournir ses excédents de production aux commerçants locaux.

EFFETS MULTIPLICATEURS

La coopérative PUAC est un exemple des coopératives agricoles soutenues par ADG au Cambodge, qui ont donné naissance à des systèmes collectifs de mise en marché permettant à leurs membres d'évoluer de façon progressive.

En favorisant la mobilisation et le sentiment d'appartenance, les systèmes de mise en marché ont permis à ces petits producteurs-trices de se grouper pour mieux vendre leurs produits, mais surtout leur a donné une voix. Ces organisations sont aujourd'hui reconnues en tant que référence au Cambodge. Ainsi, l'agence de développement japonaise JICA, à travers son soutien au Ministère de l'Agriculture, a dernièrement nommé le PUAC comme 'Coopérative Championne' de sa province et l'a sélectionnée comme partenaire pour développer et démultiplier son modèle dans d'autres zones du pays.

Monnaies locales : Retour vers une économie de proximité



Crédit : tempsreel.nouvelobs.com

Depuis le krach boursier de 2008, les citoyens ont marqué leur défiance vis-à-vis des institutions bancaires et financières à travers le monde.

Un mouvement de recul s'opère dans les esprits, avec une volonté de revenir à l'essentiel. D'où viennent les produits que l'on consomme ? Où va l'argent que l'on dépense ? Il est temps de recréer du lien social et de redynamiser notre économie locale. Les monnaies alternatives seraient-elles une réponse à ces attentes ?

MONNAIES ALTERNATIVES, SOCIALES, LOCALES, COMPLÉMENTAIRES... ?

Il en existe près de 5000 à travers le monde, chacune avec un fonctionnement propre et une origine spécifique. Certaines sont une réponse à la

crise économique, d'autres à la lutte contre la pauvreté. D'autres encore s'inscrivent dans une démarche écologique. En effet, toute monnaie locale, comme son nom l'indique, a pour objectif de promouvoir la consommation de biens et services produits localement, ce qui permet de diminuer l'empreinte écologique liée à son utilisation.

UN PEU D'HISTOIRE

Un jour, l'homme qui avait du pain eut besoin du lait que possédait son voisin et réciproquement, ainsi naquit le troc. En Chine et dans certains pays d'Afrique, ils utilisaient des cauris – coquillages issus de l'océan Pacifique – comme monnaie. Ensuite vint l'ère des métaux précieux. Trop encombrants, ceux-ci furent vite remplacés par

des pièces métalliques et, un peu plus tard, par des billets.

Avec l'essor du libre-échange, l'utilisation du billet se généralise. La valeur de la monnaie devient symbolique et l'argent subit une dématérialisation : 97 % des transactions en monnaies « officielles » circulent dans les sphères spéculatives, et donc virtuelles, et seulement 3 % dans l'économie réelle. Plutôt que d'être réinjecté dans des projets générateurs d'emplois, de biens et de services en faveur de la collectivité, l'argent est accumulé de manière individuelle sous forme de capital ou transite dans les hautes sphères de la finance.

Dans le cas de la monnaie locale, 100 % des transactions de monnaie se font dans l'économie réelle. En Grèce, face à la crise de la dette en 2010, certains villages grecs ont développé ce concept leur permettant de subsister tout en étant coupés de la sphère monétaire. Cette initiative a augmenté leur résilience et leur a permis de s'autonomiser.

LE TEMPS C'EST DE L'ARGENT

L'unité de la monnaie locale peut être équivalente à l'unité dans la monnaie officielle ou se calculer en temps de travail. Selon Bruno Frère, cette dernière approche est intéressante car calculer la valeur de la monnaie en temps de travail permettrait de mettre tout le monde sur un pied d'égalité, peu importe le statut social. Que l'on soit

ingénieur, boulanger ou professeur, on est rémunéré en fonction du temps consacré à produire un bien ou à fournir un service.

SE RÉAPPROPRIER L'ÉCONOMIE

Bruno Colmant, économiste belge, met en exergue le fait que la monnaie locale permet une démocratisation de l'économie, c'est-à-dire une réappropriation de l'économie par les citoyens. Prenons l'exemple des circuits-courts alimentaires. Non seulement consommer des produits locaux nous permet de savoir d'où proviennent les produits mais aussi à qui va l'argent.

Les monnaies alternatives font partie de ces initiatives citoyennes qui se sont développées en réaction aux excès et déséquilibres du secteur financier. Il en existe près de chez vous : le blé à Grez Doiceau, le Valeureux à Liège ou encore l'Orno à Gembloux. Ce dernier projet de monnaie locale a été lancé en 2015 par plusieurs acteurs gembloutois actifs dans la transition.



Campus Plein Sud

L'économie sociale, sans le savoir, tu en fais déjà !

collectif plutôt que l'intérêt individuel. Nombreuses d'entre elles font partie de ce qu'on appelle l'économie sociale et solidaire (ESS).

Cette thématique sera au cœur de la prochaine campagne Campus Plein Sud et rythmera le campus de Gembloux Agro-Bio Tech avec de nombreuses activités pendant tout le mois de mars 2016.

UNE CAMPAGNE PAR ET POUR LES ÉTUDIANT-E-S

La campagne de cette année, intitulée « **L'économie sociale, sans le savoir, tu en fais déjà !** », vise à informer et sensibiliser la communauté universitaire et les citoyens gembloutois aux défis et enjeux relatifs à l'ESS.

Plusieurs événements sont organisés et portés par des groupes et commissions d'étudiant-e-s de la Faculté de Gembloux. La mobilisation des étudiant-e-s est primordiale pour la réussite de Campus Plein Sud, et ADG tend à les impliquer de plus en plus dans l'organisation de ses activités. Cela leur permet de développer un regard critique sur notre société, de s'approprier les questions relatives aux « économies alternatives » (ESS, économie collaborative, économie circulaire, etc.) et de prendre conscience de leur potentiel en tant que décideurs de demain.

La campagne « **L'économie sociale, sans le savoir, tu en fais déjà !** » sera aussi et surtout l'occasion de donner la parole aux acteurs et actrices de

Face aux crises alimentaires, économiques, démocratiques et climatiques, le système libéral dominant a montré ses limites et son incapacité à répondre aux besoins des citoyens.

En réponse à cela, des alternatives au modèle capitaliste naissent partout dans le monde. Celles-ci se distinguent du modèle dominant de deux manières principales : elles placent l'humain au centre de leur activité et défendent le bien-être

Gembloux (et alentours) qui contribuent à l'essor de cette économie à visage humain. Il s'agit également d'une occasion pour les étudiant-e-s et les gembloutois-es de découvrir ces activités engagées et à caractère social.

UNE CAMPAGNE AUX COULEURS DU SUD

Initiée en 2002, la campagne Campus Plein Sud est un projet d'éducation au développement piloté par plusieurs ONG universitaires sur leur campus respectifs (Namur, Louvain-La-Neuve, Bruxelles, Gembloux, Liège). Campus Plein Sud a pour défi de sensibiliser et de mobiliser le public aux relations Nord-Sud et à la citoyenneté mondiale mais aussi de valoriser les savoirs du Sud via des échanges et

rencontres entre des acteurs de développement originaires du Sud et le public belge.



Cours Métis avec Florida Mukarubuga dans le cadre du cours du Pr. Mergeai en mars 2015

LE PROGRAMME

09/03 : Conférence «Le TTIP menace-t-il nos acquis sociaux et notre agriculture ? »

De 14h à 17h – Espace Senghor – organisée par ADG et GxABT

09-18/03 : Exposition « Salaire vital »

Hall de l'Espace Senghor – réalisée par AchACT

10/03 : Ciné-débat « Demain »

19h – Centre culturel de Gembloux - organisé par la commission étudiante Ciné'Agro

16/03 : Quiz interuniversitaire

18h30 – Doc BV

18/03 : Midi-débat sur les monnaies alternatives

De 12h30 à 14h – Dersheid Malaise 1

22/03 : Ciné-débat « La guerre des graines »

14 h - lieu à confirmer – organisé par un groupe d'étudiants en agronomie de GxABT et de l'ISI

22/03 : Conférence sur la santé nutritionnelle au Congo

19h – Doc BV – organisée par l'association Congo Gembloux

23/03 : Bourse aux vêtements

Fin d'après midi - salle Cénobites – organisée par Action Sud

Frédéric Thomas,

Docteur en science politique, chargé d'étude au CETRI (Centre Tricontinental)

AVEZ-VOUS REMARQUÉ UNE PROGRESSION DES INITIATIVES D'ESS DEPUIS LA CRISE FINANCIÈRE ?

Progression du nombre d'initiatives, je ne sais pas. Elles ont progressé de manière un peu forcée parce qu'elles ont dû répondre au désengagement des États et à la libéralisation de toute une série de services publics. C'est donc une progression ambiguë parce qu'elle s'inscrit par défaut, en l'absence de politiques publiques, alors que ces projets d'ESS n'ont pas pour vocation de remplacer l'État.

Il est en tout cas manifeste qu'il y a un accroissement de la visibilité et de la reconnaissance institutionnelle de ces initiatives pour au moins deux raisons. D'une part, la crise a alimenté les critiques de notre modèle économique actuel et accentué l'intérêt pour d'autres formes d'économie. D'autre part, les initiatives de l'ESS ont plutôt bien résisté à cette crise - contrairement aux entreprises capitalistes classiques.

COMMENT LES ÉTATS PEUVENT-ILS SOUTENIR LA DYNAMIQUE DE L'ESS ?

Le soutien de l'État est crucial pour que l'ESS puisse se développer et s'inscrire dans la durée. Le risque est que les acteurs de l'ESS se retrouvent dépendants de politiques publiques qui peuvent se transformer en ingérence et remettre en cause l'autonomie de gestion, l'un des principes de l'ESS. Le soutien de l'État ne peut pas se transformer en instrumentalisation, voire en manipulation. Comment faire ? Les initiatives d'ESS doivent se renforcer mutuellement en construisant des



réseaux et des alliances avec d'autres acteurs. Si ces initiatives arrivent à se constituer en mouvement social fort et en acteur politique, avec des revendications très claires, elles pourront véritablement dialoguer avec l'État.

AU NORD, CERTAINES COOPÉRATIVES ET MUTUELLES DEVIENNENT TELLEMENT GRANDES QU'ELLES PEUVENT S'INSCRIRE EN PORTE À FAUX AVEC LES VALEURS ET PRINCIPES DE L'ESS. L'ESS PEUT-ELLE ESPÉRER CONTINUER À GRANDIR ET SE DIVERSIFIER SANS COMPROMETTRE SES VALEURS ?

Ce n'est pas parce qu'une structure va s'agrandir qu'elle va automatiquement trahir les principes de l'ESS. Mais c'est un enjeu important. Nous nous apercevons que les acteurs les plus visibles de l'ESS, à savoir les coopératives et les mutuelles, ont bien souvent trahis ces principes et fonctionnent comme des entreprises capitalistes « normales ».

L'ESS est assez efficace et forte à un niveau local, très circonscrit, mais elle ne pourra pas s'inscrire dans la durée si elle ne peut pas grandir, se diversifier et participer à la chaîne complète de l'économie. Le pari de l'ESS est de pouvoir gagner une niche qui va s'agrandir et mettre en œuvre une économie alternative. Cela suppose de mettre en place dès maintenant des pratiques économiques sociales et solidaires dans un espace d'économie capitaliste.

AU SUD, DE NOMBREUSES COUTUMES TRADITIONNELLES DE TRAVAIL COLLECTIF ET DE SOLIDARITÉ EXISTENT (TONTINES¹, TWIZA², ESCOUADES³, ETC.)

1. Les tontines sont des associations de personnes qui mettent en commun leurs épargnes en vue de résoudre des problèmes particuliers ou collectifs. Elles sont particulièrement présentes en Afrique sub-saharienne et en Asie.

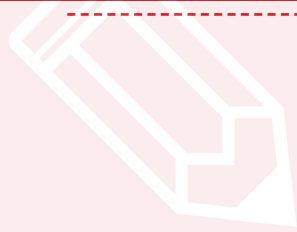
2. Les twizas sont des structures collectives qui se créent par nécessité et disparaissent une fois le problème résolu. Elles ont cours au Maghreb.

BIEN QU'INFORMELLES, PEUT-ON CONSIDÉRER CES PRATIQUES COMME APPARTENANT À L'ESS ?

Ce n'est pas une question simple. Il ne s'agit ni d'idéaliser ni de dévaloriser ces pratiques en y voyant quelque chose de traditionnel qu'il faudrait dépasser ou qui n'aurait rien à voir avec l'ESS. Il faut se rendre compte que c'est au sein de ces pratiques que naissent et se développent des amorces d'ESS au Sud. C'est sur base de ces coutumes traditionnelles que se sont formalisées, structurées des initiatives de l'ESS. Malheureusement, ces pratiques sont souvent peu reconnues au Nord. Elles s'inscrivent souvent dans ce que nous appelons plus largement l'économie informelle ou populaire. C'est ce qui rend ce vaste ensemble de pratiques ancrées dans l'histoire de ces pays parfois peu visible.

3. Les escouades sont formées d'une dizaine de cultivateurs qui s'engagent à travailler gratuitement sur les terres de chacun des membres de l'association à tour de rôle.





Ciné-débat « La terre, bien commun »

17 mars - 19 h - BV (Biologie Végétale)

Ce film, réalisé par l'association française « Terre de Liens » nous emmène au cœur d'un mouvement citoyen et engagé en faveur d'une agriculture paysanne et durable. Des fermiers, administrateurs, bénévoles, salariés... nous livrent leur vision du rapport à l'agriculture, à la terre, à la propriété et expliquent la démarche qui les a poussés à devenir locataire de fermes « Terre de Liens ».

Cette soirée vous est proposée par Terre en Vue et ADG avec l'intervention de Carmen Gonzales, de Fundación Tierra, partenaire d'ADG en Bolivie.

Conférence

Droit à l'alimentation et santé nutritionnelle en RDC

22 mars - 19 h - Doc BV (Biologie Végétale)

En RDC, la santé nutritionnelle de la population est à un stade critique alors que ce pays regorge de ressources agricoles et halieutiques. L'association d'étudiant-e-s et de doctorant-e-s **Congo-Gembloux**, en collaboration avec ADG, vous propose une conférence sur ce thème.



Plus d'informations : info@ong-adg.be

Formation

« Agriculture et coopération : réflexions et alternatives »

Formation 2016

« Agriculture et coopération : réflexions et alternatives »



Quand?
5 sessions en soirée
(18h-21h)

Où?
Gembloux Agro-Bio Tech
Clos Sigebert 2

Cycle de 5 modules de formation participative à destination des étudiant-e-s en agronomie et/ou exprimant un intérêt pour la coopération internationale. Formation axée sur l'action locale et communautaire ici ou ailleurs.

DATES

MARDI 12/04
MERCREDI 13/04
LUNDI 18/04
MARDI 26/04
JEUDI 28/04

INSCRIPTIONS
info@ong-adg.be
081/62.25.75

Obligation de participer aux 5 modules

Entrée libre



5 soirées en avril - Clos Sigebert 2

En avril 2016, ADG organise une formation à destination des étudiant-e-s de l'ULg (campus de Gembloux et de Liège) et de tous les autres étudiant-e-s intéressé-e-s par les thématiques relatives aux interdépendances Nord-Sud en matière agricole. Déclinée en 5 modules de trois heures, la formation aborde un large panel de questions liées à la coopération au développement dans les secteurs agricole et alimentaire. La formation a lieu en soirée (18 h - 21 h) à Gembloux.



**INSCRIPTION OBLIGATOIRE
À INFO@ONG-ADG.BE**

Disco Soupe : on remet le couvert ! MAI 2016

Après le succès de la 1^{ère} édition, la Disco Soupe revient à Gembloux au mois de mai 2016.

Nous sommes encore et toujours à la recherche de personnes désireuses de s'impliquer dans l'organisation de ce rassemblement citoyen et festif contre le gaspillage alimentaire.

Envie de vous mobiliser ?

Envoyez un email à sarah.detournay@ong-adg.be

Vie associative Assemblée Générale ordinaire

28 juin - lieu et heure à déterminer



Faites un don pour nous soutenir !

Pour continuer à mener à bien nos actions et celles de nos partenaires en faveur des familles paysannes, nous avons besoin de vous.

Grâce au soutien de nos bailleurs institutionnels, chaque euro versé permet de mobiliser jusqu'à 10 euros pour nos actions.

Tout don d'au moins 40 euros par an donne droit à une attestation fiscale qui permet de récupérer 45 % du montant versé.

Compte IBAN : BE04 5230 8027 2831
(banque Triodos, code BIC : TRIOBEBB)



ADG adhère au Code éthique de l'AERF. Ceci implique que les donateurs, collaborateurs et employés sont informés annuellement de l'utilisation des fonds récoltés.



3, 2, 1... je m'engage

ADG est toujours à la recherche de personnes motivées et investies pour l'appuyer dans ses missions de sensibilisation et d'éducation citoyenne mondiale. Être bénévole chez ADG c'est :

- Participer à des activités de sensibilisation en tout genre.
- Communiquer et échanger sur divers sujets de société.
- Rencontrer des intervenants et des acteurs du Sud de tous horizons.
- Mettre ses connaissances et atouts au service de la coopération au développement.

**Pour rejoindre le groupe
de bénévoles d'ADG,
contactez sarah.detournay@ong-adg.be**